

<https://www.snetap-fsu.fr/Retraites-salaires-le-Ministre-de-l-Education-ne-prend-pas-la-mesure-de-l.html>



Retraites, salaires : le Ministre de l'Éducation ne prend pas la mesure de l'urgence

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2023

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

[<https://www.snetap-fsu.fr/local/cache-vignettes/L400xH183/fsu-sign-horiz-rouge-4-37a90.png>]

9 mois après les promesses du président de la République, 8 mois après son entrée en fonction, 4 mois après le début des discussions sur le sujet, toujours aucune avancée sur la question des salaires après la réunion menée par le ministre ce jour ! C'est inacceptable alors que l'Éducation nationale s'enfonce dans une crise structurelle et alors que les revendications sur les salaires et les retraites s'expriment avec force et détermination dans un contexte d'inflation galopante.

Ainsi, le 17 janvier, les personnels ont rappelé leurs exigences de revalorisation sans contreparties au regard de l'ampleur du déclassé salarial. La très forte mobilisation qui s'annonce contre la réforme des retraites pose la question globale du niveau des rémunérations et des pensions. Salaires gelés, conditions de travail dégradées, missions supplémentaires imposées, dégradation inédite des droits à retraites : nos professions sont à bout, des réponses aux revendications s'imposent.

La promesse présidentielle était celle d'une augmentation de 10 % pour toutes et tous sans contreparties en janvier 2023. Cette promesse était en réalité une tromperie. En revanche, le ministre a confirmé que la logique du pacte et donc du « travailler plus pour gagner plus » serait un élément central des mesures salariales envisagées. La [FSU](#) dénonce cette logique déconnectée de la réalité du quotidien des professionnels, pourtant objectivé par les chiffres des enquêtes de la DEPP, mais aussi très loin de pouvoir répondre aux enjeux d'attractivité que nos professions doivent surmonter. La FSU a dénoncé ce reniement des engagements pris et le caractère irresponsable de telles mesures qui aggraveraient les inégalités salariales et dégraderaient encore davantage l'attractivité des métiers. Dans un contexte de crise politique, c'est la crédibilité de la parole politique qui est en jeu.

Il y a urgence. L'année 2022 s'est achevée sur une inflation à 6,2%, soit pratiquement 3 points au-dessus de la hausse du point d'indice consentie en juillet. C'est au final une baisse de presque 3% du pouvoir d'achat pour les personnels en 2022, qui fait suite à d'autres baisses, conséquences du gel du point d'indice... Les professeurs ont perdu entre 15 % et 25 % de pouvoir d'achat en moyenne sur ces 20 dernières années. La crise de recrutement que traverse l'Éducation nationale s'explique aussi par la faiblesse des rémunérations. Les inscriptions aux concours 2023 ne font que confirmer la gravité de cette crise. De plus en plus de collègues en poste quittent l'Éducation nationale et certains de nos collègues vivent dans une grande précarité (notamment les AED et [AESH](#)).

Par ailleurs, rien n'a été annoncé pour l'ensemble des catégories concourant au service public d'Éducation. Refusant cette logique, la FSU a rappelé son exigence d'une discussion d'ensemble, à l'échelle de toute l'Éducation, articulée avec d'indispensables mesures générales Fonction publique.

La FSU poursuivra les mobilisations dans le cadre interprofessionnel comme au niveau de l'éducation, la réussite de la grève et les manifestations de demain 19 janvier prend un relief encore plus important dans ce contexte.